Leçon 1 : Introduction à l'analyse macroéconomique

Introduction

La science économique utilise principalement deux méthodes, la première abordée dans les leçons précédentes étant la microéconomie, qui étudie la façon selon laquelle les firmes et les individus prennent leurs décisions et interagissent les uns avec les autres sur les marchés¹; nous aborderons dans ce qui suit la seconde méthode qui consiste en l'étude des agrégats principaux d'une économie nationale et qui est la macroéconomie. L'objet de la macroéconomie est d'expliquer les changements qui affectent de nombreux ménages, firmes, et marchés simultanément.²

Définition : La macroéconomie est l'étude des phénomènes économiques globaux incluant l'inflation, le chômage, et la croissance économique.³

L'intérêt de l'étude de la macroéconomie est que les décisions microéconomiques (individuelles) nécessitent une bonne compréhension de la macroéconomie. Par ailleurs, il existe des décisions purement macroéconomiques (la politique macroéconomique) qui nécessitent une bonne compréhension du comportement individuel des agents.

1. Notions fondamentales de macroéconomie

1.1. La valeur ajoutée

Définition : La valeur ajoutée est la différence entre la valeur de la production finale et les consommations intermédiaires engagées pour l'obtenir (biens et services utilisés pour produire). En comptabilité elle est définie comme la création de valeur que l'entreprise apporte aux biens et aux services.

Le système comptable permet de l'obtenir par simple différence entre les comptes de production (en produit) et les comptes de consommation (en charge). Elle est la contribution de l'entreprise à l'économie nationale. Il est toutefois conseillé de calculer ce solde indépendamment de la marge commerciale.

1.2. Le produit intérieur brut

Définitions : Le produit intérieur brut constitue une approximation de la richesse créée par les agents économiques résidant dans un espace donné au cours d'une période de temps (généralement l'année). Le PIB est égal à la somme des valeurs ajoutées des branches productives de l'économie (somme des valeurs ajoutées brutes + taxes sur la valeur ajoutée + droits de douanes – subventions à l'importation).

Le PIB global d'une économie est exprimé en valeur, c'est-à-dire en unités monétaires courantes. Le calcul d'un PIB en unité monétaire déflatée (ou à prix constant) est réalisé pour évaluer la croissance réelle du PIB, sa croissance en volume.

Le PIB par habitant est un indicateur de niveau de vie et non de puissance économique. Le produit intérieur brut constitue une mesure exclusivement quantitative des performances des économies, il n'intègre pas les conséquences sociales et environnementales du processus d'accumulation. La notion de développement (et ses variantes) cherche à intégrer des dimensions plus qualitatives du bien-être humain.

¹ G. Mankiw et M. Taylor, Principes de l'économie, De Boeck Université, Bruxelles, 2010, p 596.

² Idem

³ Idem

1.3. La croissance économique

Définition : La croissance représente l'augmentation de la production de biens et de services au cours d'une période de temps donnée. Elle est généralement mesurée par le taux de croissance du Produit Intérieur Brut (PIB) réel, et constitue un indicateur quantitatif fondamental de la marche d'une économie.

Il s'agit de la croissance « réelle », c'est-à-dire évaluée d'après la production et la création effective de biens et services et non d'après leur valeur monétaire sur les marchés ; elle élimine donc l'impact des variations de prix. Autrement dit, la croissance est un indicateur de l'augmentation de la richesse réelle d'un pays au cours du temps.

1.4. LE PNB

Le PNB, Produit National Brut, mesure la production annuelle de biens et de services marchands par les acteurs économiques d'un pays donné, incluant les revenus d'investissements nets réalisés à l'étranger, et déduisant les revenus des investissements de l'étranger sur un territoire national.

PNB = PIB + produits nets provenant de l'étranger (revenus des facteurs du travail et du capital en provenance de l'étranger – revenus des facteurs du capital et du travail versés à l'étranger).

Le PNB a été créé aux Etats Unis pendant la 2^{ème} guerre mondiale afin de mesurer l'effet de la guerre sur le revenu national.

1.5. L'investissement :

Définition : Il consiste « à faire travailler l'argent » en espérant en obtenir davantage plus tard. Il prend troisformes principales :

- Les dépenses directes en machines, technologies, usines, infrastructures, etc., (investissements plusius).
- Les dépenses consacrées à l'investissement immatériel (Recherche et développement, brevets);
- Les dépenses indirectes dans des actifs financiers comme les actions ou les obligations (investissements financiers).

On doit aussi ajouter **l'investissement humain** qui consiste en des dépenses d'éducation et de santé entre autres.

Les décisions d'investir ainsi que les choix des investissements (délais, secteur,...) dépendent de plusieurs facteurs dont :

Le montant des fonds susceptibles de ne pas être consommés ; de leurs coûts ; des anticipations des agents quant à la rentabilité future de ces investissements ; le taux d'intérêt, la fiscalité, l'inflation, les perspectives de marchés et d'autres variables économiques.

1.6. L'épargne :

Epargner consiste à mettre de l'argent de côté. Il 'y a donc une part du revenu qui n'est pas consommé. Epargner consiste à renoncer à une consommation immédiate au profit de satisfactions futures liées à des investissements ou à des consommations.

La fonction d'épargne est assurée par les ménages, mais les entreprises et les administrations publiques peuvent également épargner. L'épargne nationale regroupe l'épargne des ménages, des entreprises et des administrations. Elle se mesure en termes de flux – annuel – et non en termes de stock. Le taux d'épargne est le rapport entre le montant de l'épargne et le PIB.

Les institutions financières transforment l'épargne des ménages en crédits aux entreprises en réduisant le risque de non remboursement pour les ménages. D'autre part, le marché financier permet la transformation de l'épargne en investissement en permettant la liquidité des titres émis par les entreprises, les administrations publiques ou les institutions financières.

1.7. L'inflation:

Il s'agit d'une croissance durable du niveau général des prix sur une période de temps donnée. La croissance doit être durable et non pas temporaire, et c'est le niveau général des prix qui est en cause et non pas le ou les prix de quelques biens donnés, même s'ils sont importants comme le pétrole (ce que l'on appelle les « prix relatifs »), sauf si ceux-ci influent sur le niveau général des prix.

Le niveau général des prix est une moyenne pondérée de l'ensemble des prix. Il est mesuré généralement par un indice des prix (à la consommation, des prix de gros, ...).

L'inflation est néfaste pour l'économie dans la mesure, notamment, où elle « brouille » les signaux du marché. Les périodes d'hyperinflation sont dramatiques et peuvent détruire des tissus économiques et sociaux.

Il est généralement admis qu'une inflation jusqu'à 2% à 3 % l'an est acceptable. En tout état de cause, la stabilité de cette inflation est essentielle afin qu'elle soit anticipée au plus juste par les agents économiques. De nombreux facteurs peuvent influer sur cette hausse des prix, mais les économistes sont maintenant d'accord pour dire que la politique monétaire, et le contrôle explicite ou implicite de la création monétaire qui doit en découler, est l'élément clé pour assurer la stabilité des prix sur la durée.

Causes de l'inflation

- L'inflation par la demande : c'est une hausse des prix causé par la forte demande sur un produit spécifique.
- L'inflation par la création de la monnaie : c'est une politique qui fait que le crédit n'est pas chère étant donné de cela les gens ont de l'argent à dépenser ce qui fait augmenter la demande, ce qui crée une sorte d'inflation à la demande ; plus d'argent qui circule engendre plus de demande.
- L'inflation par les couts : c'est l'augmentation des couts de production (divers matières premières) ce qui amène à une augmentation des prix de vente.
- L'inflation structurelle : la situation de monopole causé par le manque de concurrence fait que les producteurs ont la possibilité de contrôler les prix et donc les maximiser.

Les conséquences de l'inflation

- Les produits locaux sont plus chères et donc difficile à vendre à l'étranger
- Les placements sont moins avantageux.
- Baisse des revenus de travail.
- Le prix des produits étranges est moins cher.

<u>Lutte contre l'inflation</u>: Il existe trois principales politiques on cite :

i. Politique budgétaire et fiscale

- Réduire les dépenses de l'état : Baisser les budgets des institutions de l'état (ministères, entreprises étatiques...)
- Alléger les charges fiscales des entreprises : Baisser les charges des entreprises engendrera une baisse des prix de vente.
- Augmenter la fiscalité des ménages : la consommation des ménages est proportionnelle aux grands flux de liquidités dont ils détiennent et afin de la réduire, l'état se trouve dans l'obligation de prendre une partie de leurs revenus sous forme d'impôt et donc avoir une maitrise de la circulation de l'argent.
- Baisser la fiscalité de certains biens de consommation (réduire la TVA)

ii. Politique monétaire

- Faire varier les taux d'intérêt : lorsque la banque centrale baisse les taux d'intérêt cela va faciliter l'accession des ménages aux crédits par contre quand ils connaissent une augmentation cela va les pousser à réfléchir avant de s'engager et faire des crédits.
- Contrôler la quantité de monnaie en circulation : rôle qui est de la banque centrale détentrice de la planche à billets de gérer la quantité de billet, monnaie existante sur le marché autrement dit, moins de billets impliquera une baisse de la demande et donc la consommation des agents économiques démunira.

iii. Politique des prix et des revenus

- Modérer les salaires : moins de revenus engendreront une réduction de la demande.
- Bloquer et / ou encadrer les prix